



Mesdames, Messieurs,

Chers amis producteurs, délégués, membres du conseil d'administration, invités, partenaires et collègues des autres provinces. Merci à tous d'être présents à cette assemblée générale annuelle.

En débutant, j'aimerais vous parler d'une histoire très révélatrice des problèmes chroniques des marchés agricoles.

C'est une nouvelle qui a fait les manchettes jeudi dernier au téléjournal de CBS, à Albany dans l'État de New York. Huit fermes laitières locales, dont une de 950 vaches, faisaient face à la fermeture. Elles avaient reçu un avis de fin de contrat de 30 jours de leur acheteur, en raison d'un surplus de lait dans l'État. Il leur restait une semaine pour trouver un nouvel acheteur avant de devoir jeter leur lait ou vendre leurs vaches. Pourtant, il y a à peine deux ans, les transformateurs laitiers de cet État se plaignaient publiquement de manquer de lait en raison de la forte croissance du marché du yogourt grec.

Aux États-Unis, depuis le début de 2015, le prix aux producteurs de lait a chuté de 30 % à 40 %, après avoir été au sommet en 2014. Les analystes expliquent la chute par la baisse des exportations américaines de produits laitiers, en raison de la hausse de la valeur du dollar et de la diminution de la demande mondiale, notamment celle de la Chine. Au début de cette année, des producteurs chinois jetaient même leur lait et envoyaient leurs vaches à l'abattoir en réaction à des baisses de prix causées par une diminution de la demande intérieure et par des inventaires élevés de produits laitiers.

En Nouvelle-Zélande, Fonterra a annoncé à ses membres des prévisions de prix du lait à la ferme en baisse de 40 % pour cette année.

Dans les principaux pays laitiers européens, même constat de baisse de prix : l'Europe espère elle aussi, après la fin des quotas, profiter de la demande asiatique pour écouler ses produits laitiers. Le monde entier a cette espérance d'ailleurs : l'Océanie, les États-Unis et même certains, au Canada.

Dans un contexte comme celui-là, à quel prix pensez-vous que les huit producteurs d'Albany vont trouver à vendre leur lait? S'ils trouvent!?

La dernière crise sur le marché mondial des produits laitiers remontait à 2008-2009. On se souviendra des producteurs français et belges qui jetaient des millions de litres de lait publiquement. Aux États-Unis, le gouvernement a injecté un milliard de dollars en soutien aux producteurs.

Sommes-nous au début d'une nouvelle crise? L'avenir nous le dira.

Il reste que cette volatilité, c'est une autre démonstration de l'efficacité de la main invisible du marché en agriculture. Les producteurs se font dire qu'il manque de lait pour satisfaire la demande intérieure et développer l'exportation. Puis, on leur dit qu'on a trop de lait. Buvez-le! Vendez vos vaches! Ou bien, peut-être que je pourrais le prendre, si vous baissez assez votre prix!

Que tu aies 50, 950 ou 10 000 vaches, en face d'un acheteur qui ne veut plus de ton lait, tu deviens rapidement un preneur de prix.

La volatilité des marchés, l'instabilité, la faiblesse chronique des revenus, ce n'est pas un phénomène nouveau dans notre secteur. C'est pour ça que la plupart des États interviennent pour soutenir leur secteur agricole. La plupart à l'aide de subventions. Les subventions, c'est plus compatible avec les lois du marché, faut croire.

Au Canada, dans le secteur laitier et dans ceux de la volaille, on a choisi la gestion de l'offre. Le gouvernement intervient avec la réglementation, sans subvention, mais ça, ce n'est pas compatible avec les lois du marché si on se fie à nos critiques.

Ça fait combien de décennies qu'on n'a pas vu une situation comme celle des producteurs de lait d'Albany chez nous d'après vous? Ou comme celle de l'Europe et des États-Unis en 2009, avec le lait jeté et les subventions d'urgence. Pas compatible, mais efficace et économique.

J'ai déjà cité l'ancien premier ministre Churchill dans un discours précédent. C'est un homme qui avait le sens de la formule. J'aimerais donc le citer à nouveau.

En 1947, dans un discours à la chambre des communes de son pays, il disait : « La démocratie est le pire système de gouvernement..., à l'exception de tous les autres qui ont pu être expérimentés dans l'histoire. »

Je me permets de le paraphraser : ***la gestion de l'offre, mes amis, est le pire système de mise en marché en agriculture..., à l'exception de tous les autres qui ont pu être expérimentés dans l'histoire.***

Aucun système n'est parfait. La gestion de l'offre est perfectible et nous continuons d'y travailler, mais ça fonctionne depuis plus de 40 ans. La gestion de l'offre donne des résultats positifs pour les producteurs et pour leurs partenaires. C'est un formidable outil de développement durable et équitable. Et aucune des expériences de déréglementation, récentes ou lointaines, n'a de quoi me convaincre qu'on gagnerait à l'enterrer six pieds sous terre, comme l'écrivait un chroniqueur du National Post la semaine dernière.

Alain présentait tout à l'heure le rapport de l'année 2014 et le 19 février dernier, nous déposons à la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec le bilan 2009-2013 de notre plan conjoint. Ça vaut la peine d'en souligner les faits saillants.

- Nos ventes de lait ont dépassé les 2,4 milliards de dollars en 2014, une progression annuelle de 2,5 %.
- Le quota total du Québec a augmenté de plus de 2 %.
- À la fin de l'année dernière, le droit de produire des producteurs était 5 % plus élevé qu'à la fin de 2013.
- Les ventes au détail sont soutenues, particulièrement celles du beurre.
- Nous avons poursuivi l'amélioration de la qualité de notre lait l'an dernier, particulièrement pour les cellules somatiques, avec une baisse de près de 16 000 cellules en moyenne sur l'année.

Dans le bilan 2009-2013 que nous avons présenté à la Régie, on soulignait que pour cette période :

- Nous avons augmenté de plus de 200 millions de dollars nos revenus de vente de lait.
- Nos règles d'approvisionnement ont permis une croissance dynamique dans les classes de produits les plus demandés :
 - Nous avons livré 45 % plus de lait dans la classe 2, principalement pour le yogourt;
 - et 18 % plus de lait en classes 3a₁ et 3b₁, pour les fromages fins et les cheddars régionaux.
- Ici, on n'a pas manqué de lait. On a comblé tous nos marchés, sans créer de surplus.
- Pour la production bio, la croissance a été de 16 % au cours de cette période et de 21 % si l'on tient compte de 2014.
- La diminution du nombre de fermes laitières a considérablement ralenti. Moins de 7 % des fermes ont cessé la production de 2009 à 2013, comparativement à quelque 17 % de 2003 à 2008. Pendant ce temps-là, de 2009 à 2013, l'Europe a perdu 32 % de ses fermes laitières...
- Le ministre de l'Agriculture du Québec a indiqué au début de son mandat qu'il faisait de la relève agricole une de ses priorités. Il y a longtemps que c'en est une pour les producteurs de lait du Québec. Le portrait sommaire du secteur laitier, présenté par le MAPAQ à la Régie à l'occasion de notre évaluation périodique, soulignait que 36 % de l'ensemble de la relève établie en 2011 au

Québec avait le lait comme principale production, alors que notre secteur représente moins de 24 % des exploitations agricoles.

- De 2009 à 2013, 967 jeunes ont profité du programme d'aide à la relève et notre programme d'aide au démarrage a permis à 49 nouvelles fermes laitières de se lancer en production.

Est-ce que ça signifie qu'il n'y a pas de problèmes? Bien sûr que non! Tout comme nous devons aussi continuer à réfléchir aux problèmes de la rareté de quota, nous restons ouverts à faire plus et mieux pour assurer le transfert et le développement de nos entreprises.

La consultation de cet hiver sur la politique de quota de P5 a clairement fait ressortir la volonté de l'ensemble des producteurs de maintenir et d'améliorer le programme d'aide au démarrage. Nous allons d'ailleurs y revenir dans le cours de notre assemblée, tout comme sur les autres éléments de cette consultation.

Les producteurs de lait du Québec font également beaucoup d'efforts pour améliorer leur efficacité et répondre aux attentes sociétales et de leurs clients.

- Près de 40 % des producteurs sont membres de groupes-conseils en gestion, plus de 50 % sont membres d'un groupe-conseil en environnement et 80 % sont inscrits au contrôle laitier.
- Au cours des cinq dernières années, en moyenne quelque 2 000 producteurs ont participé aux formations hivernales de Valacta, comme celle de cette année par exemple, sur les moyens d'améliorer le confort de nos animaux.

Chers amis, les producteurs de lait sont des entrepreneurs engagés dans le développement durable de leurs entreprises. Année après année, nous générons des retombées sociales, économiques et fiscales considérables. Comme vous l'avez remarqué, notre rapport annuel met en valeur l'importance économique de la production laitière dans toutes les régions du Québec. On peut affirmer, sans vantardise, que notre secteur est l'un des plus stables et plus solides contributeurs à la vitalité régionale au Québec. Nous maintenons une masse critique d'activités et de services connexes qui profitent à tous les autres secteurs agricoles, particulièrement aux plus marginaux ou plus instables.

À la fin de mars, ÉcoRessources a déposé son rapport final sur les retombées économiques de l'industrie laitière canadienne en 2013. Les résultats sont remarquables.

Ensemble, producteurs et transformateurs laitiers canadiens, nous générons des retombées totales de quelque 19 milliards de dollars pour le PIB, de 3,6 milliards en recettes fiscales et nous procurons 215 000 emplois de qualité aux Canadiens. Au Québec seulement, nous avons ajouté plus de 6 milliards de PIB, contribué 1,3 milliard de taxes et d'impôts et généré quelque 80 000 emplois.

De 2009 à 2013, la contribution totale du secteur laitier québécois au PIB a augmenté de plus de 17 % alors que le PIB total du Québec n'augmentait que de 8,8 %. Nous avons fait deux fois mieux que l'ensemble de l'économie du Québec. Ça mérite d'être souligné.

Chers amis, ça fait beaucoup de chiffres dans un discours, j'en suis bien conscient, mais ce sont des résultats remarquables et réels. Pas des promesses ou des espérances de gains.

Derrière les chiffres, il y a du monde. Des Québécois et des Québécoises, des Canadiens et des Canadiennes. Il y a des milliers d'hommes et de femmes passionnés, engagés quotidiennement dans un travail réel et essentiel. On ne spéculé pas, on ne fait pas de paris sur d'éventuels marchés pour espérer créer de la richesse. On est dans l'économie réelle. On contribue à l'enrichissement de notre pays et de nos concitoyens en produisant tous les jours un bien essentiel, de la nourriture.

Cela m'amène à l'enjeu très préoccupant des négociations commerciales internationales. Un enjeu qui pourrait remettre en cause les retombées très positives de notre secteur et de la gestion de l'offre.

On nous répète que le Canada continue de défendre la gestion de l'offre dans les négociations en cours, mais depuis la concession faite par le Canada à l'Europe dans la négociation de l'AECG, nous sommes très méfiants. Et il y a de quoi. L'accès supplémentaire de 17 700 tonnes de fromages européens, dont 16 000 en fromages de qualité destinés au marché de détail, va causer des pertes considérables à notre jeune secteur des fromages fins. On a calculé que cela représente 30 % des ventes actuelles dans ce créneau où le Québec est très présent.

Le premier ministre Harper lui-même s'est engagé à compenser ces pertes au moment de la signature du projet d'accord en octobre 2013. Depuis, c'est le silence radio du côté d'Ottawa. On a été rencontrés une fois et on n'a plus eu de nouvelles. Pire, tous les porte-parole du gouvernement s'entêtent à répéter qu'il y aura des compensations, s'il y a des pertes. Je ne sais plus sur quel ton et dans quelle langue il va falloir le répéter : il n'y a pas de **si**.

Quand le fromage européen va rentrer sur notre marché, du fromage fait de lait européen subventionné, répétons-le, il va être consommé par des Canadiens. Des Canadiens qui auraient consommé nos fromages, faits avec notre lait. Il n'y a pas de **Si**, dans cette réalité là.

Dix-sept mille sept cents tonnes de fromages, en équivalent lait, c'est plus que la production annuelle des producteurs du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Vous irez voir à la page 46 de notre rapport annuel, les chiffres des retombées de la production et de la transformation régionales y sont bien mis en valeur. Vous allez voir aussi le portrait de famille des Bradette, de fiers producteurs de la région. C'est l'équivalent, et un peu plus encore, que nous perdrons au profit de l'Union européenne.

Nous avons demandé à Ottawa, entre autres mesures d'atténuation des impacts, des investissements structurants, qui viseraient à accroître l'efficacité et la compétitivité des producteurs et des fromagers canadiens.

Nous avons demandé que l'attribution des nouveaux contingents tarifaires soit faite en tenant compte des fromagers qui perdront leur marché. Certains des fromagers, autres que les grands transformateurs déjà détenteurs de licences d'importation, souhaitent avoir accès aux nouveaux contingents et le fédéral devrait leur en offrir la possibilité.

Les gouvernements devraient aussi hausser significativement leur soutien à la promotion des fromages d'ici ainsi que le soutien au développement d'expertise.

Ce n'est pas trop demander, il me semble.

Les gouvernements fédéral et de l'Ontario n'ont pas hésité à le faire pour soutenir l'industrie automobile canadienne en 2009. Vous avez dû voir dans l'actualité de la semaine dernière que le fédéral a vendu ses dernières actions de GM, comme le gouvernement ontarien l'avait fait un peu plus tôt. Les deux avaient investi environ 10 milliards de dollars en parts dans les constructeurs automobiles pour sauver l'industrie. Le bilan net de la vente des dernières actions se soldera par une perte d'environ 2 milliards 500 millions de dollars. Cette somme s'ajoute au demi-milliard annoncé dans le budget 2014 qui sera investi sur deux ans dans un fonds de recherche et de développement pour l'industrie automobile. Un total de 3 milliards de dollars d'argent des contribuables canadiens pour soutenir un secteur qui procurait 20 000 emplois directs en 2014. Qu'attend le gouvernement fédéral pour en faire autant pour nous? Je rappellerai que l'industrie laitière québécoise et ontarienne, là où se fabrique la majorité du fromage canadien, génère à elle seule 51 400 emplois directs.

J'aimerais rappeler aussi au gouvernement du Québec qu'il a un leadership à assumer pour aller chercher son dû à Ottawa, compte tenu de l'importance de notre secteur pour la province. Et qu'il devrait le faire avant de considérer la ratification de l'AECG. Nous n'avons pas encore digéré l'AECG qu'une autre négociation nous menace actuellement.

Vous le savez, le Canada s'est joint en 2012 à la négociation du Partenariat transpacifique. Le premier ministre Harper avait alors réitéré clairement son engagement à protéger et à promouvoir la gestion de l'offre dans cette négociation. Il l'a répété en novembre dernier à l'occasion d'une visite en Nouvelle-Zélande. Présentement, les pressions augmentent pour que le Canada fasse des concessions majeures. Certains réclament même la déréglementation des secteurs sous gestion de l'offre. Les États-Unis, notamment, haussent le ton depuis quelque temps.

À la mi-mars, le premier ministre Harper a fait une déclaration qui nous rend très nerveux. En parlant des négociations du Partenariat transpacifique (PTP), il a dit : **« Nous sommes devant des choix difficiles dans cette négociation. Nous avons des secteurs où, de toute évidence, nous voyons de grands avantages pour le Canada et**

d'autres où il y aura des défis. Alors, nous participons à une très importante négociation et nous faisons de notre mieux pour protéger les intérêts canadiens. »

De quels choix difficiles le premier ministre parle-t-il? Et quels secteurs auront des défis à relever? Il affirme que le Canada fait de son mieux pour protéger les intérêts canadiens. Est-ce que faire de son mieux, ça veut dire d'autres concessions majeures pour nous?

Il s'agit sans doute d'une très importante négociation, comme l'affirme M. Harper. Nous avons d'ailleurs toujours reconnu l'importance du commerce pour le Canada. Le pari des États-Unis et des autres pays participants est de prendre de vitesse la Chine et de créer une zone de libre commerce qui sera attrayante pour d'autres pays de la zone pacifique. C'est davantage un positionnement stratégique que l'espérance de retombées économiques majeures.

Sans minimiser l'importance de cette entente, j'aimerais la mettre en perspective.

Les 12 pays qui négocient actuellement le PTP totalisent une population de quelque 800 millions de personnes et un PIB de 28 000 milliards de dollars (28 billions). Le Canada a déjà des accords de libre-échange en vigueur avec quatre de ces pays : les États-Unis, le Mexique, le Pérou et le Chili. On a également une négociation en cours avec le Japon, la plus grande économie de la zone du PTP, après celle des États-Unis.

Nous avons donc déjà un libre accès à 523 millions de consommateurs (65 % du total) dans des pays qui génèrent 20,5 billions de dollars de PIB (73 % du total). Lorsque l'accord en cours de négociation avec le Japon sera conclu, nous aurons librement accès à 80 % des consommateurs et 91 % du PIB total des pays du PTP.

Le gain économique maximum de PIB espéré de la conclusion du PTP pour l'ensemble des pays est de l'ordre de quelques dixièmes de pour cent, selon les évaluations des économistes. L'Institut Fraser, qui est très en faveur de l'entente, a évalué les gains éventuels pour le Canada à un maximum de 0,5 % du PIB total, soit environ 9 milliards de dollars.

Ce n'est pas rien, mais est-ce que cela vaut la mise en péril d'un secteur laitier qui rapporte année après année près de 19 milliards de dollars au PIB du pays? Qui fournit 214 000 emplois et verse 3,6 milliards en taxes et impôts aux trésors gouvernementaux? Si on ajoute les retombées de la volaille et des œufs, ce sont près de 30 milliards de dollars de PIB, 5,4 milliards de dollars de taxes et d'impôts et plus de 300 000 emplois dont on parle.

Les chroniqueurs des grands quotidiens canadiens continuent de presser le gouvernement de suivre l'exemple australien et d'abandonner la gestion de l'offre. De la mauvaise foi, ou de l'ignorance crasse, ce qui n'est pas mieux.

L'automne dernier, j'avais mis les points sur les « i » sur le succès de la déréglementation australienne. Dans le plus récent rapport annuel de Dairy Australia, on lit que de 2000, l'année de la déréglementation, à 2014, le nombre de fermes a

chuté de 51 %, la production totale a reculé de près de 15 % et la valeur des exportations a baissé de plus de 13 %. C'est ça le « *success story* » à imiter!

On nous fait aussi miroiter des gains potentiels sur le lucratif marché chinois, dont j'ai un peu parlé au début de mon message. Or, selon les experts de la Commission européenne, dans la prochaine décennie, la croissance des importations chinoises de produits laitiers passerait de 16 % par an au cours de la dernière décennie à 3 % par an dans la décennie à venir, sans compter la volonté de la Chine de devenir plus autosuffisante.

Je répète le constat que je faisais tout à l'heure : tous les grands pays exportateurs laitiers ciblent le marché chinois : l'Océanie, les États-Unis, l'Europe. Sans mauvais jeu de mots, il va y avoir un embouteillage monstre devant la muraille de Chine dans les prochaines années.

Les États-Unis accroissent actuellement la pression sur le Canada pour qu'il fasse des concessions substantielles pour ses marchés sous gestion de l'offre. Ils ont un appétit sans fond. Depuis l'entrée en vigueur de l'ALÉNA, les exportations totales de produits laitiers américains au Canada ont augmenté de 330 % en tonnage. Elles étaient de quelque 24 millions de kilos en 1993 et atteignaient 133 millions de kilos en 2013. Et ils en veulent plus. Ça n'aura pas de fin!

L'État de New York, dont je vous parlais au début, produit 5 milliards de litres de lait annuellement, 1,7 fois la production du Québec. Quatre comtés californiens ensemble produisent autant de lait que tout le Canada.

Quand on voit comment les producteurs américains sont traités quand il y a trop de lait, on peut facilement imaginer ce qui nous arriverait si la frontière était complètement ouverte.

Le Canada doit se tenir debout et dire non!

On ne peut pas nous demander de concurrencer le climat des producteurs de lait de l'Océanie et des États-Unis, ni les subventions des producteurs laitiers américains.

La réalité crue, c'est que si le Canada ouvre ses marchés aux produits laitiers de ces pays, notre secteur vivra une crise sans précédent. L'impact sur l'économie des régions et de nos communautés sera catastrophique.

Toute l'industrie et ses fournisseurs souffriraient. Les retombées économiques que je citais tout à l'heure, ce sont des dizaines, des centaines d'entreprises, des dizaines de milliers de travailleurs au pays qui en profitent. Des transformateurs, des banquiers, des fournisseurs d'intrants, d'équipements, le garage, la quincaillerie, l'entrepreneur en construction du coin, le transporteur, le conseiller, le vétérinaire et j'en passe.

Les négociations du PTP avancent et pourraient même se conclure ce printemps. C'est le temps qu'on se réveille, tous. Pas seulement les producteurs. « *Wake Up Call* » comme le disent nos amis anglophones.

Les gouvernements provinciaux, les partenaires, toute l'industrie laitière au Québec et ailleurs au Canada. Nous devons impérativement faire front commun pour dire très clairement au gouvernement fédéral de ne pas céder aux pressions. De respecter ses engagements de protéger la gestion de l'offre, intégralement.

Demain, nous aurons avec nous deux ministres. Je compte sur vous pour passer le message, poliment, mais très clairement. Au cours des prochaines semaines, nous aurons peut-être à nous mobiliser pour passer le message plus fortement. Soyez prêts à répondre à l'appel si la situation l'exige. Je compte sur vous.

Je ne peux pas conclure mon message sans aborder un autre dossier majeur pour l'avenir de notre secteur. Celui de la négociation nationale qui tarde encore à débiter avec nos partenaires transformateurs.

J'aimerais d'abord répéter clairement que nous souhaitons le développement et la croissance du secteur laitier canadien. C'est une vision que nous partageons avec nos collègues producteurs de tout le Canada. J'aimerais à cet effet rappeler la vision que les représentants des cinq provinces de l'entente P5 ont adoptée l'automne dernier :

En 2018, les producteurs de P5 seront unis sous des politiques harmonisées optimales et des stratégies communes qui répondront aux besoins du marché pour réaliser une croissance rentable d'au moins 2 % par année.

Nous adhérons entièrement à cette vision.

Nous aurons l'occasion d'étudier et d'adopter une résolution de suivi de notre planification stratégique dans le cours de cette assemblée. Elle comporte aussi une proposition de vision pour notre organisation :

En 2020, nous aurons obtenu une croissance rentable des marchés de 10 % et nous bénéficierons d'une mise en commun nationale des marchés et revenus qui assureront la pérennité de fermes laitières plus efficaces, sous gestion de l'offre, fortes et dynamiques dans toutes les régions.

Actuellement, nous aurions dû commencer les discussions. Elles doivent se dérouler en toute confidentialité afin que nous puissions aborder tous les sujets, sans tabou, en toute confiance, mais elles n'ont pas encore débuté parce que nos amis transformateurs posent des conditions préalables à la négociation.

Je vais être très franc. Je trouve cette attitude inacceptable!

Les conditions des transformateurs pourront être discutées, à la table de négociation, comme toutes les propositions de chacune des parties. S'il doit y avoir des conditions

préalables à cette négociation, ce sont celles qui concernent l'attitude et l'esprit dans lequel elle doit se dérouler.

Nous sommes prêts à écouter et à discuter de toutes les questions importantes pour nos partenaires, dans un esprit de compromis et de concessions mutuelles. Je répète, dans un esprit de compromis et de concessions mutuelles.

Il y a également un principe fondamental qui doit être mutuellement reconnu et sur lequel il ne saurait y avoir de compromis. Nos discussions, nos négociations et nos solutions mutuelles devront respecter le cadre de la politique agricole dans laquelle nous évoluons mutuellement, la gestion de l'offre et la stabilité, et l'équité qu'elle procure à tous les partenaires.

Nous sommes ouverts à faire des affaires réellement mutuellement profitables et à négocier tous les changements ou les arrangements qui iront dans ce sens, mais en préservant les principes fondamentaux de la gestion de l'offre.

Nous n'irons pas à cette table pour négocier l'enterrement de la gestion de l'offre, mais pour convenir d'une entente qui sera profitable et respectueuse pour toutes les parties.

Merci.